

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 06 juillet 2022**  
(Convocation du 30 juin 2022)

Aujourd'hui, le 06 juillet 2022 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>	
<b>Pour</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Contre</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
<b>Abstention</b>	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Etaient excusés et avaient donné procuration :Etaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



**OBJET : Commande publique - Risques fluviaux - Mieux reconstruire après inondations - Marché pour la réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation pour 18 communes landaises désignées dans le dispositif MIRAPI suite à l'arrêté ministériel du 28 avril 2022 - Attribution du marché**

### **Exposé des motifs :**

L'État a confié à l'Institution Adour l'animation du dispositif « mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI) ainsi que la réalisation des diagnostics de vulnérabilité.

Dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert, un premier marché a été attribué par décision du bureau de l'Institution Adour en date du 23 mars 2022 portant sur la réalisation des diagnostics de biens à usage d'habitation situés sur les 59 communes figurant sur les arrêtés ministériels des 27 septembre et 21 décembre 2021.

Un nouvel arrêté en date du 28 avril 2022 désigne 18 communes supplémentaires. Le nombre de communes concernées rend impossible la prise d'un avenant au précédent marché sans en modifier l'économie générale.

Aussi, une nouvelle consultation a été lancée dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ouvert (article L.2124-2 du code de la commande publique) quand bien même le montant estimé de cette nouvelle consultation est inférieur aux seuils requis, et ce afin de garantir les meilleures conditions de transparence et d'équité dans la mise en concurrence, avec un avis de marché transmis au BOAMP et au JOUE le 24 mai 2022.

À ce titre, la procédure de commande publique choisie est celle d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire.

La quantité maximale prévue dans cet accord cadre est de 300 diagnostics et une réunion de suivi.

À l'issue de la consultation des entreprises, la commission d'appel d'offres s'est réunie le 6 juillet 2022 à 10h00.

Vu le code de la commande publique et notamment son article L.2124-2,

Vu l'arrêté ministériel en date du 28 avril 2022 portant désignation des communes landaises éligibles au dispositif MIRAPI,

Vu la convention établie avec l'État pour la réalisation par l'EPTB des diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation en date du 11 mai 2022, et ses avenants successifs,

Vu l'avis de la commission d'appel d'offre rendu le 6 juillet 2022,

### **LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable de la commission d'appel d'offres,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

### **DECIDE**

#### **Article 1**

- d'attribuer le marché « Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation pour 18 communes landaises désignées dans le dispositif MIRAPI suite à l'arrêté ministériel du 28 avril 2022 » à l'entreprise Osgapi pour un montant maximum de 120 300 € HT soit 144 360 € TTC,
- d'autoriser le président à signer l'acte d'engagement afférent, les crédits nécessaires étant inscrits au budget 2022,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Envoyé en préfecture le 08/07/2022

Reçu en préfecture le 08/07/2022

Affiché/Publié le 09/07/2022

ID : 040-254002264-20220706-220706H1646H1-DE



*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



## **Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 06 juillet 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE